


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Matignon : après la débâcle des 100 jours, il faut changer de cap !

La CGT participera à la multilatérale avec la Première ministre demain, mercredi 12 juillet.

La CGT affirmera et rappellera, en premier lieu, son opposition à la réforme des retraites qui s'appliquera, dès le 1^{er} septembre, dans des conditions catastrophiques pour des millions de Françaises et Français. Nous dénonçons l'application de cette réforme, à marche forcée, et nous exigeons l'abrogation de la réforme.

Ce rendez-vous sera, aussi, l'occasion pour la CGT d'aborder plusieurs dossiers extrêmement inquiétants et urgents :

- le démantèlement du FRET ferroviaire et la situation de l'entreprise MG Valdunes (fabriquant de roues de train) qui menace des milliers d'emploi, à contresens des besoins sociaux et environnementaux de notre société ;
- la situation des salarié·es de l'entreprise de logistique Sonelog, au Pontet (84), dont le délégué syndical et 10 salarié·es grévistes ont été licenciés pour avoir fait grève ;
- l'arrivée d'un rédacteur en chef d'extrême droite à la tête du JDD - dont les salarié·es sont en grève depuis plus de 3 semaines - qui menace l'indépendance juridique et éditoriale de leur journal. Le gouvernement doit conditionner les aides à la presse et renforcer la loi pour garantir l'indépendance de la presse.

Enfin, et surtout, la CGT portera les priorités des travailleurs et travailleuses. Dans un contexte où l'inflation atteint des records, les questions des salaires, de protection sociale ou encore d'égalité salariale sont complètement invisibilisées par le gouvernement et le patronat.

C'est pourquoi la CGT publie, aujourd'hui, ses **[100 propositions pour protéger et améliorer la vie des salarié·es.](#)**

Ces propositions sont construites autour de 5 axes prioritaires :

- les salaires pour lesquels la CGT demande l'indexation des salaires sur l'inflation, la revalorisation du Smic à 2000 euros pour faire face à l'inflation et un conditionnement des aides publiques aux entreprises à un avis conforme du CSE ;
- les retraites avec notamment : la négociation des retraites complémentaires AGIRC-ARRCO, les départs anticipés pour pénibilité et l'aménagement des fins de carrières ;
- la démocratie sociale dont : les questions de libertés syndicales, les moyens alloués aux représentant·es du personnel pour revenir sur les « ordonnances Macron » ;

- le chômage avec la remise en cause des violentes réformes du gouvernement qui ont drastiquement réduit les indemnités des privés d'emplois ;
- l'égalité femmes/hommes pour garantir l'égalité salariale, la révision de l'index égalité et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

Comme le démontre l'échec des 100 jours, l'autoritarisme et la répression ne peuvent constituer la réponse à la défiance profonde et aux fortes attentes sociales. L'escalade de violence et de répression ne résoudra rien. Des réponses sociales urgentes doivent être données.

Montreuil, le 11 juillet 2023